

RCS : BEAUVAIS Code greffe : 6001

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BEAUVAIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1968 B 00049 Numéro SIREN : 526 820 493 Nom ou dénomination : CAUFFRIDIS
--

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2019 sous le numéro de dépôt 2232

CAUFFRIDIS

Société par Actions Simplifiée au capital de €227.500
Siège Social: 45 rue du 1er Septembre
60290 CAUFFRY

526 820 493 RCS BEAUVAIS

60-01
Greffé du Tribunal
de Commerce de Beauvais
DÉPÔT N° 2232

DU - 2 AOUT 2019

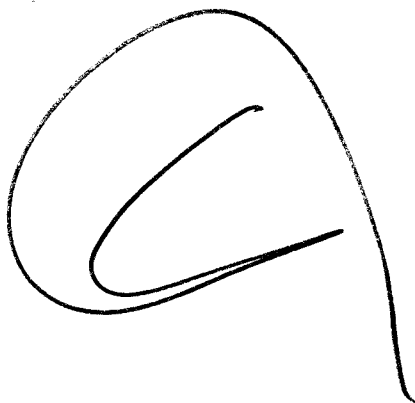
RCS Beauvais

N°

N° de gestion 1969849

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2018

COPIE CERTIFIEE CONFORME

A large, stylized handwritten mark, possibly a signature or a stamp, consisting of a large loop and a diagonal stroke.

Désignation de l'entreprise : CAUFFRIDIS Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Adresse de l'entreprise : 45 rue du 1er septembre 60290 CAUFFERY Durée de l'exercice précédent : 12

Numéro SIRET : 52682043300017 Néant ☐

		Exercice N clos le : 31/12/2018	
		Brut 1	Net 3
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (1)	AA	
	Frais d'établissement *	AB 301 840	AC 205 756 95 084
	Frais de développement *	CX	CQ
	Concessions, brevets et droits similaires	AF 45 590	AG 44 590 998
	Fonds commercial (1)	AH 1	AI 1
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM
	Terrains	AN 15 932	AO 15 932
	Constructions	AP	AQ
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR 1 111 372	AS 840 452 270 920
	Autres immobilisations corporelles	AT 1 626 384	AU 691 560 734 804
	Immobilisations en cours	AV 1 753 246	AW 1 753 246
	Avances et acomptes	AX	AY
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT
	Autres participations	CU	CV
	Créances rattachées à des participations	BR 36 379	BC 36 379
	Autres titres immobilisés	BD 926 183	BE 926 183
	Prêts	BF	BG
	Autres immobilisations financières *	BH 302 582	BI 302 582
TOTAL (II)		BJ 6 169 515	BK 1 998 311 4 171 203
ACTIF CIRCULANT	Matières premières, approvisionnements	BL 8 469	BM 8 469
	En cours de production de biens	BN	BO
	En cours de production de services	BP	BQ
	Produits intermédiaires et finis	BR	BS
	Marchandises	BT 4 865 904	BU 4 865 904
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
	Clients et comptes rattachés (3) *	BX 145 980	BY 48 237 97 743
	Autres créances (3)	BZ 3 792 253	CA 3 792 253
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)	CD	CE
Comptes de régularisation	Disponibilités	CF 581 383	CG 581 383
	Charges constatées d'avance (3) *	CH 65 812	CI 65 812
	TOTAL (III)	CJ 9 459 802	CK 48 237 9 411 565
	Frais d'émission d'emprunt à durée	CV	
	Primes de remboursement des obligations	CM	
	Frais de conversion actif *	CN	
	TOTAL GÉNÉRAL (IV)	CO 15 629 317	IA 2 046 549 13 582 768
Rentes - 1. Droit de bail		CP	3. Part à plus d'un an : CR
Chasse de réserve de propriété			
Immobiliations		Stocks :	Créances :

②

BILAN — PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051-SD 2019

Désignation de l'entreprise		CAUFFRIDIS		Néant ☐
		Exercice N		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 227 500...)	DA	227 500	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence FK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	22 750	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours BI)	DF	1 174	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ)	DG	4 179 926	
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	104 437	
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	4 535 786	
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
TOTAL (II)	DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	83 744	
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	83 744	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	4 700 307	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs IJ)	DV	5 825	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	3 174	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	2 906 334	
	Dettes fiscales et sociales	DY	908 323	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	242 663	
	Autres dettes	EA	196 611	
Compte réglé	EB			
TOTAL (IV)	EC	8 963 238		
(V)	ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	13 582 768		
REVENUS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	IC		
		ID		
		IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	7 407 485	
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	2 428 488		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

③ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Formulaire obligatoire, article 53 A
du Code général des impôts

DGFIP N° 2052-SD 2019

Désignation de l'entreprise : CAUFFRIDIS

Néant ☐ *

		Exercice N			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	39 928 136	FB	FC 39 928 136
	Production vendue { biens * services *	FD	5 168	FE	FF 5 168
		FG	828 582	FI	FJ 828 582
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	40 761 886	FK	FL 40 761 886
	Production stockée *				FM
	Production immobilisée *				FN
	Subventions d'exploitation				FO 157
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)				FP 201 343
	Autres produits (1) (11)				FQ 7 099
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR 40 970 484
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS 32 109 062
	Variation de stock (marchandises)*				FT (75 871)
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU 92 084
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV 9 355
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW 3 852 337
	Impôts, taxes et versements assimilés *				FX 547 930
	Salaires et traitements *				FY 2 999 226
	Charges sociales (10)				FZ 837 830
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions			GA 265 491
					GB
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				GD 83 744
	Autres charges (12)				GE 117 361
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GF 40 888 549
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG 81 936
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée *			(III)	GH 10 173
	Perte supportée ou bénéfice transféré *			(IV)	GI 285
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GJ
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GK 442
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GL 18 974
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GM
	Différences positives de change				GN
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GO
CHARGES FINANCIÈRES	Total des produits financiers (V)				GP 19 416
	Dotations financières aux amortissements et provisions *				GQ
	Intérêts et charges assimilés (6)				GR 31 017
	Différences négatives de change				GS
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GT
	Total des charges financières (VI)				GU 31 017
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GV (11 601)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					GW 80 223

④ COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

DGFIP N° 2053-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		CAUFFRIDIS		Néant ☐			
				Exercice N			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion			HA	66 834		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *			HB	10 001		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)			HD	76 835		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)			HE	56 220		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *			HF	1		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)			HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)			HH	56 221		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)				HI	20 614		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				IJ			
Impôts sur les bénéfices *				IK	(3 600)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)				HL	41 076 908		
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)				HM	40 972 472		
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)				HN	104 437		
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme			HO		
	(2)	Dont	produits de locations immobilières		HY		
			produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au 8) ci-dessous		IG		
	(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier *		HP		
			- Crédit-bail immobilier		HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au 8) ci-dessous			IH		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées			IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées			IK		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)			IX		
	(6ter)	Dont	amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC		
			amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD		
	(9)	Dont transferts de charges			A1	78 228	
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)			A2		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)			A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)			A4	2 106	
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives		A5	obligatoires	A9	
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)			Exercice N		
			Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels			
CESSION IMMOB			1	10 001			
AJUSTEMENTS DIVERS FOURN ET CUI-OFF FRAIS GAL			56 220	66 834			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :			Exercice N			
			Charges antérieures	Produits antérieurs			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Frais de 1er établissement	05 ans
Logiciels	01 an
Matériel et outillage	de 05 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 05 à 10 ans
Matériel de transport	03 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "dernier prix d'achat" en prix 3x net

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminués des remises, rabais et ristournes obtenues.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

1.4 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 649000

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :
- diminution des charges de personnel de 164 979 Euros.

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Désignation de l'entreprise CAUFFRIDIS										Néant ☐ *		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations				
						1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	CZ	301 840	D8		D9		
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	KD	45 591	KE		KF		
CORPORELLES	Terrains					KG	15 932	KH		KI		
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9		KJ		KK		KL		
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1		KM		KN		KO		
		Installations générales, agencements* et aménagements des constructions		Dont Composants	M2		KP		KQ		KR	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					KS	1 111 372	KT		KU		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *				KV	1 400 381	KW		KX	10 080	
		Matériel de transport *				KY	148 620	KZ		LA		
		Matériel de bureau et mobilier informatique				LB	158 210	LC		LD	9 093	
		Emballages récupérables et divers *				LE		LF		LG		
	Immobilisations corporelles en cours					LH	215 524	LI		LJ	1 537 722	
	Avances et acomptes					LK		LL		LM		
	TOTAL III					LN	3 050 040	LO		LP	1 556 894	
	FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M		8T		
		Autres participations				8U	690 931	8V		8W		
		Autres titres immobilisés				IP	920 610	IR		IS	5 580	
Prêts et autres immobilisations financières				IT	237 534	IU		IV	65 047			
TOTAL IV				LQ	1 849 075	LR		LS	70 627			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					ØG	5 246 546	ØH		ØJ	1 627 522		
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
						par virement de poste à poste 1		3		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4		
INCORP.	Frais d'établissement et de développement				TOTAL I	IN		DØ	301 840	D7	301 840	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				TOTAL II	IO		LW	45 591	IX	45 591	
CORPORELLES	Terrains					IP		LY	15 932	LZ	15 932	
	Constructions	Sur sol propre			IQ		MA		MB		MC	
		Sur sol d'autrui			IR		MD		ME		MF	
		Inst. gales, agencts et am. des constructions				IS		MG		MH		MI
	Installations techniques, matériel et outillage industriels					IT		MJ	1 111 372	ML	1 111 372	
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agencts, aménagements divers				IU		MM	1 410 461	MO	1 410 461	
		Matériel de transport				IV	100 000	MP	48 620	MR	33 620	
		Matériel de bureau et informatique, mobilier				IW		MS	167 303	MU	167 303	
		Emballages récupérables et divers *				IX		MV		MW		MX
	Immobilisations corporelles en cours					MY		MZ	1 753 246	NA		NB
Avances et acomptes					NC		ND		NE		NF	
TOTAL III					IY		NG	4 506 934	NH		NI	2 738 688
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence					IZ		ØU		ØW		
	Autres participations					IØ	604 552	ØX	86 379	ØZ	2 425	
	Autres titres immobilisés					I1		2B	926 189	2D	767 504	
	Prêts et autres immobilisations financières					I2		2E	302 582	2G	125 008	
	TOTAL IV					I3	604 552	NJ	1 315 149	2H	894 937	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)					I4		ØK	6 169 515	ØL		ØM	3 981 056

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION
SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

D.G.F.I.P N° 2054-bis-SD 2019

Exercice N clos le

3 1 1 2 2 0 1 8

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : CAUFFRIDIS

Néant ☒ *

CADRE A

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 - col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col.2 - col. 5 (5))]
	Augmentation du montant brut des immobilisations 1	Augmentation du montant des amortissements 2	Au cours de l'exercice		Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5	
			Montant des suppléments d'amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
- a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
- b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	
2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-
3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE	=

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

Désignation de l'entreprise CAUFFERIDIS

Néant ☐

CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations + dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		CY	157 647	FJ	48 109	FM		FN	205 756
Autres immobilisations incorporelles		PL	43 799	PF	793	PG		PI	44 592
Terrains		PI	11 521	PJ	4 411	PK		PL	15 932
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	768 264	QA	71 552	QB		QC	840 452
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales, agencements, aménagements divers	QD	597 440	QE	122 228	QF		QG	719 728
	Matériel de transport	QH	143 575	QI	2 373	QJ	100 000	QK	45 949
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QJ	109 955	QM	15 348	QN		QO	125 903
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	1 631 375	QV	216 539	QW	100 000	QX	1 747 964
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		QY	1 832 621	QZ	266 491	RA	100 000	RB	1 998 311

CADRE B

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel			
Frais d'établissements TOTAL I		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles TOTAL II		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Inst. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV		N1						NM						NQ	
Total général (I + II + III + IV)		NP		NQ		NR		NS		NI		NU		NV	
Total général net (NP + NQ + NR)		NW													
						Total général net (NS - NI - NU)		NY				Total général net (NW - NY)		NZ	

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE
AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES
SUR PLUSIEURS EXERCICES*Montant net au début
de l'exercice

Augmentations

Dotations de l'exercice
aux amortissementsMontant net à la
fin de l'exercice

Frais d'émission d'emprunt à évaluer

Primes de remboursement des obligations

Z9

SP

Z8

SR

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFIP N° 2056-SD 2019

Formulaire obligatoire (article 55 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : CAUFFERTDIS		Neant ☐				
Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS - Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS - Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice		
	1	2	3	4		
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	TA	TB	TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A II) *	3U	TD	TE	TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V	TG	TH	TI	
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30195	D3	D4	D5	D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies II du CGI)	IJ	IK	IL	IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y	TP	TQ	TR	
	TOTAL I	3Z	TS	TT	TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S	
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	4Y	4Z	5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B	5C	5D	5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO	EP	EQ	ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	5R	5S	5T	5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	5W	5X	5Y	
	TOTAL II	5Z	TV	TW	TX	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	- incorporelles	6A	6B	6C	6D
		- corporelles	6E	6F	6G	6H
		- titres mis en équivalence	02	03	04	05
		- titres de participation	9U	9V	9W	9X
		- autres immobilisations financières (1) *	06	07	08	09
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S	
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W	
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X	6Y	6Z	7A	
	TOTAL III	7B	TY	TZ	UA	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	UB	UC	UD	
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	UF			
	- financières	UG	UH			
	- exceptionnelles	UJ	UK			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.				10		

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise : CAUFRIDIS				Néant ☐ *							
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL	86 379	UM		UN	86 379				
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US					
	Autres immobilisations financières	UT	302 582	UV		UW	302 582				
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	2 057		2 057						
	Autres créances clients	UX	143 924		143 924						
	Créance représentative de titres prêts ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée * UO)	ZI									
	Personnel et comptes rattachés	UY	10 159		10 159						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ									
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM								
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB	473 989		473 989					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN								
		Divers	VP	18 060		18 060					
	Groupe et associés (2)	VC	1 914 632		1 914 632						
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	1 375 413		1 375 413						
	Charges constatées d'avance	VS	65 812		65 812						
	TOTAUX		VT	4 393 006	VU	4 004 046	VV	388 960			
RENOIS	(1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice	VD									
	- Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE									
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF										
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y									
Autres emprunts obligataires (1)		7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	2 428 488		2 428 488						
	à plus d'1 an à l'origine	VH	2 271 819		716 066		1 555 753				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	4 250		4 250						
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	2 906 334		2 906 334						
Personnel et comptes rattachés		8C	298 438		298 438						
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	535 781		535 781						
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E									
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	65 021		65 021						
	Obligations cautionnées	VX									
Autres impôts, taxes et assimilés		VQ	9 085		9 085						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J	242 663		242 663						
Groupe et associés (2)		VI	1 575		1 575						
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	196 611		196 611						
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		ZZ									
Produits constatés d'avance		8L									
TOTAUX		VY	8 960 064	VZ	7 404 311		1 555 753				
RENOIS	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ	1 626 749	(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tées auprès des associés personnes physiques	VL						
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	724 490	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

CAUFFRIDIS
45, rue du Premier septembre
60290 CAUFFRY

Société par Actions Simplifiée au capital de 227 500 €
526 820 493 RCS BEAUVAIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **CAUFFRIDIS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité Directeur et dans les autres documents adressés aux Associés sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Directeur dans sa séance du 19 avril 2018.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

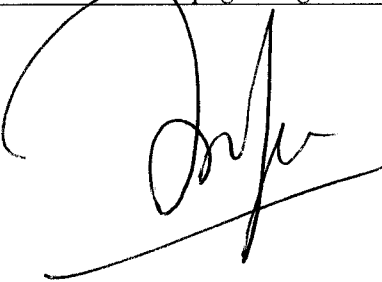
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Nogent sur Marne, le 5 juin 2019

Jean-Paul MAGNIN <i>Commissaire aux comptes</i> <i>Membre de la Compagnie régionale de Paris</i>


Bilan et Résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement	301 840,38	205 756,12	96 084,26	0,71	144 193,20	1,16
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	45 589,92	44 591,63	998,29	0,01	1 791,29	0,01
Fonds commercial	1,00		1,00	0,00	1,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains	15 931,50	15 931,50			4 410,67	0,04
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	1 111 372,22	840 451,89	270 920,33	1,99	342 488,02	2,75
Autres immobilisations corporelles	1 626 384,16	891 580,34	734 803,82	5,41	856 241,55	6,88
Immobilisations en cours	1 753 246,27		1 753 246,27	12,91	215 524,46	1,73
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations					87 475,79	0,70
Créances rattachées à des participations	86 378,51		86 378,51	0,64	690 930,73	5,55
Autres titres immobilisés	926 189,30		926 189,30	6,82	833 134,51	6,69
Prêts						
Autres immobilisations financières	302 581,55		302 581,55	2,23	237 534,09	1,91
TOTAL (I)	6 169 514,81	1 998 311,48	4 171 203,33	30,71	3 413 725,31	27,42
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements	8 468,88		8 468,88	0,06	17 824,20	0,14
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises	4 865 903,95		4 865 903,95	35,82	4 790 032,96	38,47
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	145 980,27	48 237,39	97 742,88	0,72	170 943,87	1,37
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel	10 159,14		10 159,14	0,07	7 795,19	0,06
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices						
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	473 989,33		473 989,33	3,49	439 585,74	3,53
. Autres	3 308 104,99		3 308 104,99	24,36	2 802 964,84	22,51
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	581 383,42		581 383,42	4,28	751 952,91	6,04
Charges constatées d'avance	65 812,25		65 812,25	0,48	55 328,25	0,44
TOTAL (II)	9 459 802,23	48 237,39	9 411 564,84	69,29	9 036 427,96	72,58
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	15 629 317,04	2 046 548,87	13 582 768,17	100,00	12 450 153,27	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 227 500,00)	227 500,00	1,67	227 500,00	1,83
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	22 750,00	0,17	22 750,00	0,18
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées	1 173,53	0,01	1 173,53	0,01
Autres réserves	4 179 925,64	30,77	3 623 697,51	29,11
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	104 436,71	0,77	556 228,13	4,47
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	4 535 785,88	33,39	4 431 349,17	35,59
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	83 744,00	0,62	42 945,14	0,34
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	83 744,00	0,62	42 945,14	0,34
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts	2 271 819,08	16,73	1 370 181,88	11,01
. Découverts, concours bancaires	2 428 488,40	17,88	1 514 359,50	12,16
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	4 250,00	0,03	13 038,41	0,10
. Associés	1 574,82	0,01	101 075,96	0,81
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	3 174,40	0,02	22 110,98	0,18
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 906 334,29	21,40	3 360 750,38	26,99
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	298 437,54	2,20	482 362,53	3,87
. Organismes sociaux	535 780,63	3,94	651 599,92	5,23
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	65 020,53	0,48	101 659,75	0,82
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	9 084,54	0,07	84 939,99	0,68
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	242 663,39	1,79	116 816,86	0,94
Autres dettes	196 610,67	1,45	156 962,80	1,26
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	8 963 238,29	65,99	7 975 858,96	64,06
Ecart de conversion passif				
(V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	13 582 768,17	100,00	12 450 153,27	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%		
Ventes de marchandises	39 928 135,59		39 928 135,59	97,95	40 669 995,37	91,51	-741 860			
Production vendue biens	5 168,02		5 168,02	0,01	2 950 822,83	6,64	-2 945 654		-99,81	
Production vendue services	828 582,02		828 582,02	2,03	824 508,79	1,86	4 074		0,49	
Chiffres d'Affaires Nets	40 761 885,63		40 761 885,63	100,00	44 445 326,99	100,00	-3 683 441			

Production stockée										
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation			156,95	0,00			156		N/S	
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			201 343,04	0,49	163 018,40	0,37	38 325		23,51	
Autres produits			7 098,60	0,02	1 102,45	0,00	5 996		544,10	
Total des produits d'exploitation (I)			40 970 484,22	100,51	44 609 447,84	100,37	-3 638 963			
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			32 109 062,07	78,77	34 893 480,67	78,51	-2 784 418			
Variation de stock (marchandises)			-75 870,99	-0,18	-199 868,86	-0,44	123 998		62,04	
Achats de matières premières et autres approvisionnements			92 083,61	0,23	112 141,94	0,25	-20 058		-17,88	
Variation de stock (matières premières et autres approv.)			9 355,32	0,02	-2 150,22	0,00	11 505		535,12	
Autres achats et charges externes			3 852 337,17	9,45	3 892 080,84	8,75	-39 743		-1,01	
Impôts, taxes et versements assimilés			547 930,13	1,34	571 047,46	1,28	-23 117		-4,04	
Salaires et traitements			2 999 225,58	7,36	3 375 566,25	7,59	-376 341		-11,14	
Charges sociales			887 830,21	2,18	978 856,25	2,20	-91 026		-9,29	
Dotations aux amortissements sur immobilisations			265 490,53	0,65	313 452,41	0,71	-47 962		-15,29	
Dotations aux provisions sur immobilisations					6 427,49	0,01	-6 427		-100,00	
Dotations aux provisions sur actif circulant					7 865,00	0,02	75 879		964,77	
Dotations aux provisions pour risques et charges			83 744,00	0,21			113 740		N/S	
Autres charges			117 361,07	0,29	3 621,42	0,01				
Total des charges d'exploitation (II)			40 888 548,70	100,31	43 952 520,65	98,89	-3 063 972			
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			81 935,52	0,20	656 927,19	1,48	-574 992		-87,52	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun										
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			10 173,44	0,02			10 173		N/S	
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			285,18	0,00	2 215,94	0,00	-1 930		-87,12	
Produits financiers de participations					2 260,73	0,01	-2 260		-100,00	
Produits des autres valeurs mobilières et créances			441,63	0,00	272,63	0,00	169		62,13	
Autres intérêts et produits assimilés			18 974,21	0,05	18 650,94	0,04	324		1,74	
Reprises sur provisions et transferts de charges					2 000,00	0,00	-2 000		-100,00	
Différences positives de change										
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement										
Total des produits financiers (V)			19 415,84	0,05	23 184,30	0,05	-3 769		-16,25	
Dotations financières aux amortissements et provisions										
Intérêts et charges assimilés			31 016,87	0,08	36 843,19	0,08	-5 827		-15,81	
Différences négatives de change										
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements										
Total des charges financières (VI)			31 016,87	0,08	36 843,19	0,08	-5 827		-15,81	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			-11 601,03	-0,02	-13 658,89	-0,02	2 057		15,06	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			80 222,75	0,20	641 052,36	1,44	-560 830		-87,48	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			66 833,96	0,16	63 730,37	0,14	3 103		4,87	
Produits exceptionnels sur opérations en capital			10 001,00	0,02	167 194,27	0,38	-157 193		-94,01	
Reprises sur provisions et transferts de charges					21 586,61	0,05	-21 586		-100,00	
Total des produits exceptionnels (VII)			76 834,96	0,19	252 511,25	0,57	-175 677		-69,56	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			56 220,00	0,14	243 422,11	0,55	-187 202		-76,89	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			1,00	0,00	21 818,37	0,05	-21 817		-99,99	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	56 221,00	0,14	265 240,48	0,80	-209 019	-78,79
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	20 613,96	0,05	-12 729,23	-0,02	33 342	261,94
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-3 600,00	-0,00	72 095,00	0,16	-75 695	-104,98
Total des Produits (I+III+V+VII)	41 076 908,46	100,77	44 885 143,39	100,99	-3 808 235	
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	40 972 471,75	100,52	44 328 915,26	99,74	-3 356 444	
RÉSULTAT NET	104 436,71 <i>Bénéfice</i>	0,26	556 228,13 <i>Bénéfice</i>	1,25	-451 792	-81,21
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

Annexe

PREAMBULE

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 13 582 768,17 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 104 436,71 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Frais d'établissement
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés
- Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

1.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Type	Durée
Frais de 1er établissement	05 ans
Logiciels	01 an
Matériel et outillage	de 05 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	de 05 à 10 ans
Matériel de transport	03 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

1.2 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

1.3 - STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "dernier prix d'achat" en prix 3x net

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires, diminués des remises, rabais et ristournes obtenues.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

1.4 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5 - COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 649000

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :
- diminution des charges de personnel de 164 979 Euros.

2 - CHANGEMENTS DE METHODE

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 04 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

3 - ETAT DES IMMOBILISATIONS

	Valeur brute des immob. au début d'exercice	Augmentations Réévaluat. en cours d'exercice	Augmentations Acquisit', créat' virent pst à pst
Frais d'établissement, recherche, développement	301 840		
Autres immobilisations incorporelles	45 591		
Terrains	15 932		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install. générales, agencements, constructions			
Install. techniques, matériel, outillages industriels	1 111 372		
Autres install., agencements, aménagements	1 400 381		10 080
Matériel de transport	148 620		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	158 210		9 093
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	215 524		1 537 722
Avances et acomptes			
TOTAL	3 050 040		1 556 894
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	690 931		
Autres titres immobilisés	920 610		5 580
Prêts et autres immobilisations financières	237 534		65 047
TOTAL	1 849 075		70 627
TOTAL GENERAL	5 246 546		1 627 522

	Diminutions Par virement de pst à pst	Diminutions Par cession ou mise HS	Valeur brute des immob. à fin d'exercice	Réév. légale Val origine à fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche, développement			301 840	301 840
Autres immobilisations incorporelles			45 591	45 591
Terrains			15 932	15 932
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel, outillages industriels			1 111 372	1 111 372
Autres install., agencements, aménagements			1 410 461	1 410 461
Matériel de transport		100 000	48 620	33 620
Matériel de bureau, informatique, mobilier			167 303	167 303
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 753 246	
Avances et acomptes				
TOTAL		100 000	4 506 934	2 738 688
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		604 552	86 379	2 425
Autres titres immobilisés			926 189	767 504
Prêts et autres immobilisations financières			302 582	125 008
TOTAL		604 552	1 315 149	894 937
TOTAL GENERAL		704 552	6 169 515	3 981 056

4 - ETAT DES AMORTISSEMENTS

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Elem. sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	157 647	48 109		205 756
Autres immobilisations incorporelles	43 799	793		44 592
Terrains	11 521	4 411		15 932
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install. générales, agencements, constructions				
Install. techniques, matériel et outill. industriels	768 884	71 568		840 452
Installations, agencements divers	597 440	122 289		719 729
Matériel de transport	143 575	2 373	100 000	45 949
Matériel de bureau, informatique, mobilier	109 955	15 948		125 903
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	1 631 375	216 589	100 000	1 747 964
TOTAL GENERAL	1 832 821	265 491	100 000	1 998 311

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la prov. pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche	48 109				
Autres immobilisations incorporelles	793				
Terrains	4 411				
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Install. gales, agencements, constructions					
Install. tech., matériel, outill. industriels	71 568				
Installations, agencements divers	122 289				
Matériel de transport	2 373				
Mat. de bureau, informatique, mobilier	15 948				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	216 589				
TOTAL GENERAL	265 491				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

5 - ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Début exercice	Augmentat. dotations	Diminutions reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges	42 945	83 744	42 945	83 744
Pour garanties données client				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations				
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions				
TOTAL Provisions	42 945	83 744	42 945	83 744
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	-87 476			
Sur autres immobilisations financières	87 476			
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	128 408		80 170	48 237
Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations	128 408		80 170	48 237
TOTAL GENERAL	171 353	83 744	123 115	131 981
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		83 744	123 115	
- financières				
- exceptionnelles				

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	86 379		86 379
Prêts			
Autres immobilisations financières	302 582		302 582
Clients douteux ou litigieux	2 057	2 057	
Autres créances clients	143 924	143 924	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	10 159	10 159	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques:			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A.	473 989	473 989	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	18 060	18 060	
Groupe et associés	1 914 632	1 914 632	
Débiteurs divers	1 375 413	1 375 413	
Charges constatées d'avance	65 812	65 812	
TOTAL GENERAL	4 393 006	4 004 046	388 960
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des org. de crédits:				
- à un an maximum	2 428 488	2 428 488		
- plus d'un an	2 271 819	716 066	1 555 753	
Emprunts et dettes financières	4 250	4 250		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 906 334	2 906 334		
Personnel et comptes rattachés	298 438	298 438		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	535 781	535 781		
Etat et autres collectivités publiques:				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A.	65 021	65 021		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	9 085	9 085		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	242 663	242 663		
Groupe et associés	1 575	1 575		
Autres dettes	196 611	196 611		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 960 064	7 404 311	1 555 753	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 626 749			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	724 490			
Emprunts et dettes contractés auprès associés				

7 - AUTRES TABLEAUX**7.1 - FRAIS D'ETABLISSEMENT**

	Valeurs nettes	Taux d' amortissement
Frais de constitution		
Frais de premier établissement	301 840	20,00
Frais d'augmentation de capital		
TOTAL	301 840	20,00

8 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)**8.1 - PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR**

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	4 341
Autres créances	941 115
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	945 456

8.2 - CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 586
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	393 707
Dettes fiscales et sociales	510 659
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	920 952

8.3 - CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	52 415	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	52 415	

Commentaires:

8.4 - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions /parts soc. composant le capital au début de l'exercice	2 500	91,00
Actions /parts soc. émises pendant l'exercice		
Actions /parts soc. remboursées pendant l'exercice		
Actions /parts soc. composant le capital en fin d'exercice	2 500	91,00

Commentaires:

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

8.5 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Répartition par secteur d'activité		Montant
Ventes de marchandises		39 928 136
Ventes de produits finis		5 168
Prestations de services		828 582
TOTAL		40 761 886

Répartition par marché géographique		Montant
France		40 761 886
Etranger		
TOTAL		40 761 886

8.6 - VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat av. impots	Impots
Résultat courant	80 223	
Résultat exceptionnel (et participation)	20 614	
Résultat comptable	104 437	

Commentaires:

9 - AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.1 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant
Selon détail joint	11 972 022
TOTAL	11 972 022
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées	8 122 022
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.2 - ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
CSS	35 171
TASCOM	69 416
EFFORT CONSTRUCTION	27 779
Autres :	
TOTAL	132 366

Allègements de la dette future d'impôts	Montant
CSS	40 783
TASCOM	80 357
Autres :	
TOTAL	121 140

Nature des différences temporaires	Montant
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long-terme	

Commentaires:

Soit une économie future d'impôts de 82k .

9.3 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	16 160
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
- TOTAL	16 160

Commentaires:

AUTRES TABLEAUX (SUITE)

9.4 - EFFECTIF MOYEN

	Personnel salaré	Personnel mis à dispo de l'ets.
Cadres	7	
Agents de maîtrise et techniciens	20	
Employés	109	
Ouvriers		
TOTAL	136	

Commentaires:

9.5 - ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			144 653
TOTAL			144 653

Commentaires:

9.6 - IDENTITE DES SOCIETES-MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE

SAS CAUFFRIDIS EXPANSION
45 RUE DU 1ER SEPTEMBRE
60290 CAUFFRY

Engagements donnés n°1

	En €
Caution solidaire donnée à BOBIGNY EXPLOITATION en garantie d'un crédit de trésorerie de 3 000 000 € consenti par EDEL et ce à hauteur de	97 500
Caution solidaire donnée à BOBIGNY EXPLOITATION en garantie d'un emprunt de 2 100 000 € consenti par OSEO et ce à hauteur de 8% de l'emprunt, soit	168 000
Caution solidaire donnée à BOBIGNY EXPLOITATION en garantie d'un emprunt de 2 100 000 € consenti par BRED et ce à hauteur de 8% de l'emprunt, soit	168 000
Caution solidaire donnée à BOBIGNY EXPLOITATION en garantie d'un emprunt de 2 000 000 € consenti par le CREDIT COOPERATIF et ce à hauteur de	160 000
Caution solidaire donnée à CREVECOEURDIS en garantie d'un emprunt de 800 000 € consenti par ARKEA Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 570 885,61 €.	44 000
Caution solidaire donnée à CREVECOEURDIS en garantie d'un emprunt de 800 000 € consenti par BPI et ce à hauteur de 11% de l'en cours Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 585 138,02 €.	88 000
Caution solidaire donnée à CREVECOEURDIS en garantie d'un contrat de crédit-bail immobilier d'un montant de 6 458 751 € consenti par BPI et ARKEA et ce à hauteur de	730 000
Caution solidaire donnée à CREVECOEURDIS en garantie d'un crédit de trésorerie d'un montant de 2 000 000 € consenti par EDEL et ce à hauteur de	950 000
Caution solidaire donnée à LACDIS en garantie d'emprunts de 7 700 000 € consentis par le CREDIT COOPERATIF et ce à hauteur de Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 7 444 054 €.	699 300
Caution solidaire donnée à EPINAY EXPLOITATION en garantie d'emprunts de 6 131 000 € consentis par le CREDIT COOPERATIF et la BECM et ce à hauteur de 12,50 % de l'en cours Le capital restant dû au 31/03/2018 s'élève à 4 062 797€.	766 375
Caution solidaire donnée à EPINAY EXPLOITATION en garantie d'un crédit de trésorerie d'un montant de 1 000 000 € consenti par EDEL et ce à hauteur de	125 000
TOTAL	3 996 175

Engagements donnés n°2

	En €
	3 996 175
Caution solidaire donnée à FINANCIERE AVJ en garantie d'un emprunt de 8 000 000 € consenti par la SOCIETE GENERALE et ce à hauteur de 7% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/03/2018 s'élève à 5 083 320 €.	560 000
Caution solidaire donnée à FINANCIERE AVJ en garantie d'un emprunt de 4 000 000 € consenti par OSEO et ce à hauteur de 7% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/03/2018 s'élève à 2 716 979 €.	280 000
Caution solidaire donnée à FINANCIERE AVJ en garantie d'un emprunt de 4 000 000 € consenti par le CREDIT COOPERATIF et ce à hauteur de 7% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/03/2018 s'élève à 2 741 235 €.	280 000
Caution solidaire donnée à LE BREUIL DISTRIBUTION en garantie d'un emprunt de 1 666 667 € consenti par OSEO et ce à hauteur de 3,25% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 30/09/2018 s'élève à 476 280 €.	54 167
Caution solidaire donnée à LE BREUIL INVEST en garantie d'un emprunt de 6 000 000 € consenti par le CREDIT AGRICOLE, OSEO, la BCME et la CAISSE d'EPARGNE et ce à hauteur de 7% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 30/09/2018 s'élève à 3 219 121,32 €.	420 000
Caution solidaire donnée à LE BREUIL INVEST en faveur d'EDEL	54 000
TOTAL	5 644 342

Engagements donnés n°3

	En €
	5 644 342
Cautions solidaire donnée à LE BREUIL DISTRIBUTION en garantie d'un emprunt de 1 666 667 € consenti par CREDIT COOPERATIF et ce à hauteur de 6,50% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 30/09/2018 s'élève à 443 598,58 €.	108 355
Cautions solidaire donnée à LE BREUIL DISTRIBUTION en garantie d'un contrat de crédit-bail immobilier de 20 000 000 € consenti par OSEO et ce à hauteur de 6,50 %	1 500 000
Cautions solidaire donnée à FINANCIERE TRIDIS en garantie d'un emprunt de 7 000 000 € consenti par la BECM et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/12/2017 s'élève à 4 540 037,13 €.	700 000
Cautions solidaire donnée à FINANCIERE TRIDIS en garantie d'un emprunt de 7 000 000 € consenti par le CREDIT AGRICOLE et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/12/2017 s'élève à 4 612 119,27 €.	700 000
Cautions solidaire donnée à FINANCIERE TRIDIS en garantie d'un emprunt de 7 000 000 € consenti par BPI et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/12/2017 s'élève à 4 693 532,02 €.	700 000
Cautions solidaire donnée à TRIDIS en garantie d'un emprunt de 1 100 000 € consenti par le CREDIT AGRICOLE et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit	110 000
Cautions solidaire donnée à TRIDIS en garantie d'un emprunt de 410 000 € consenti par la BECM et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/12/2017 s'élève à 356 233,58 €.	41 000
Cautions solidaire donnée à TRIDIS en garantie d'un emprunt de 690 000 € consenti par la BECM et ce à hauteur de 10% du montant de l'emprunt, soit Le capital restant dû au 31/12/2017 s'élève à 545 900,06 €.	69 000
Cautions solidaire donnée à TRIDIS en garantie d'un emprunt de 700 000 € consenti par la BECM et ce à hauteur de	140 000
Nantissement du fonds de commerce consenti en garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 € consenti par le CREDIT COOPERATIF Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 357 405,12 €.	1 000 000
Nantissement du fonds de commerce consenti en garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 € consenti par la BECM Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 880 783,23 €.	1 000 000
Nantissement du fonds de commerce consenti en garantie du remboursement d'un emprunt de 1 850 000 € consenti par la BECM Le capital restant dû au 31/12/2018 s'élève à 1 332 557,54 €.	1 850 000
TOTAL	13 562 697

CAUFFRIDIS

Société par Actions Simplifiée au Capital de €227.500
Siège Social: 45 rue du 1er Septembre
60290 CAUFFRY

526 820 493 RCS BEAUVAIS

**PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2018 ET RESOLUTION VOTEE PAR L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DU JEUDI 20 JUIN 2019**

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la totalité du bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à €104.436,71, dont €164.979 de CICE, à la réserve facultative.

En conséquence,

- la réserve légale reste fixée à €22.750 soit 10 % du capital social
- la réserve indisponible reste fixée à €1.173,53
- la réserve facultative est portée de €4.179.925,64 à €4.284.362,35.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale indique qu'aucun dividende n'a été distribué aux associés au cours des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

COPIE CERTIFIEE CONFORME

